

Gilets jaunes et pouvoir d'achat : une idée à 121 milliards d'euros

Nous demandons un moratoire sur les aides au photovoltaïque et à l'éolien

121 milliards d'euros c'est selon la [Cours des Comptes](#) les primes au solaire photovoltaïque et à l'éolien qui restent à payer (essentiellement en taxes à la pompe à essence), pour financer uniquement les contrats d'aides signés avant 2017. Une somme incroyable ! Un moratoire immédiat sur ces aides ferait économiser 4000 euros par ménage français ! Un tel moratoire serait d'autant plus légitime que, de l'aveu même des promoteurs de ces énergies renouvelables électrogènes, ces dernières sont désormais compétitives grâce à l'énorme effort consenti par les contribuables et consommateurs depuis maintenant 10 ans.

Revenir sur les engagements pris demande du courage politique

Aucun gouvernement n'aime revenir sur des engagements, même sur ceux pris par ses prédécesseurs. Mais l'Espagne l'a fait, en décrétant le même type de moratoire dès 2013, alors que le pays ne maîtrisait plus la bulle spéculative et les surcoûts liés, comme chez nous, au financement trop généreux de l'éolien et du photovoltaïque.

Certes la décision espagnole a fait des mécontents, et quelques-uns ont été dédommagés, mais le rééquilibrage a fait gagner des milliards d'euros aux petits contribuables espagnols. A nous de trouver une indemnisation équitable envers, d'une part, ceux qui verraient un contrat se terminer à leur détriment (mais qui en auront bénéficié quelques années, certains pendant déjà 10 ans), et, les autres, l'immense majorité des citoyens consommateurs, qui ont mis la main à la poche depuis des années pour financer ce système.

Un tel moratoire est-il envisageable en France ?

L'idée n'est pas de cesser de rémunérer les kWh solaires ou éoliens, ni même de leur retirer prématurément le privilège de l'obligation d'achat par EDF, privilège pourtant jugé abusif et anticoncurrentiel par les autres producteurs soumis aux lois normales de l'offre et de la demande. Pas question non plus de décourager l'autoconsommation. Il s'agit juste, après 10 ans de soutien généreux, de rémunérer désormais les ventes au juste prix de marché, et de décréter un moratoire sur le complément de rémunération dont bénéficient ces kWh intermittents. C'est ce complément qui est aujourd'hui supporté par les automobilistes (TICPE) après avoir été supporté par les consommateurs d'électricité (CSPE, d'ailleurs « supprimée » fin 2015 et pourtant toujours sur nos factures).

En outre, ce chiffre de 121 Md€ n'est que le début de cette bulle spéculative, qui, si on ne l'arrête pas, pourrait plus que doubler de taille si l'annonce du chef de l'Etat de tripler à l'avenir le nombre d'éoliennes et de capteurs solaires PV se réalisait. Comme en Espagne, il est temps pour notre pouvoir d'achat de stopper l'hémorragie.

Faut-il pour autant oublier la lutte contre le réchauffement climatique ?

Un tel moratoire ne se ferait-il pas au détriment du climat ? La réponse est non. C'est toute la beauté et l'ironie de nos premiers tâtonnements dans cette guerre fiscale de longue haleine contre le réchauffement climatique : les indicateurs publiés par le ministère de l'environnement montrent que les quelques 37 milliards d'euros que nous avons déjà dépensés avant 2019 pour soutenir le solaire PV et l'éolien n'ont pas eu l'effet environnemental escompté ; pire, on observe depuis maintenant 3 ans une [remontée de nos émissions de CO2](#), et les chiffres attendus de 2018 pourraient confirmer la tendance.

Pourquoi est-il inutile au climat (voire nuisible) de subventionner éolien et photovoltaïque en France ?

Car ces milliards déjà prélevés dans le porte-monnaie des consommateurs ont été largement focalisés sur l'électricité (déjà dé-carbonée) au lieu d'être consacrés à réduire les deux causes essentielles d'émissions de CO2 de notre pays : l'essence et le gazole de nos transports, et le gaz et le fuel de nos chauffages.

Et si, comme l'affirment désormais de nombreux spécialistes, il y a bien un lien entre les problèmes de gestion de l'intermittence des renouvelables électriques et nos émissions de CO2, un moratoire sur ces 121 milliards serait donc doublement gagnant : pour le pouvoir d'achat des plus modestes et pour le climat.

Sans parler du fait que la fabrication des équipements éoliens et surtout photovoltaïques que nous importons de l'étranger est, elle aussi, énergivore et émettrice de CO2, ainsi que consommatrice de métaux et de ressources rares. En limitant ses importations, la France limiterait son empreinte carbone hypocritement délocalisée, notamment en Asie dont les émissions destinées à satisfaire nos besoins polluent notre même planète.

Une transition énergétique sans perte de pouvoir d'achat, c'est possible

Plusieurs solutions existent pour retrouver du pouvoir d'achat. Les plus efficaces dans le domaine de l'énergie sont parfois les plus simples, celles qui sont sous nos yeux et que nous avons oubliées. Si aucune solution énergétique n'est parfaite, choisissons au moins les meilleures.

La bulle spéculative des renouvelables électrogènes nous coûte très cher, pour une efficacité écologique quasi nulle, faisant dire à la Cours des Comptes qu'il convient désormais d'inverser le « net déséquilibre entre les renouvelables électriques et les renouvelables thermiques » en faveur des derniers, bien moins coûteux et pourtant plus efficaces pour l'environnement.

Par exemple, dans presque toute la France le solaire thermique permet, pendant au moins six mois par an et sans consommer un seul kilowattheure, de produire de l'eau chaude, qu'un simple ballon suffit à stocker ; c'est de la simple plomberie et des emplois nationaux.

L'isolation thermique des bâtiments permet de réduire considérablement les factures énergétiques de chauffage. Commençons par supprimer les passoires thermiques.

Pour ceux qui se chauffent encore au gaz naturel ou au fuel (d'ailleurs importés) le passage au chauffage électrique est un moyen simple (et encore moins coûteux que d'améliorer l'isolation) pour diviser par quatre leurs émissions de CO2.

Ceux qui se chauffent déjà à l'électricité décarbonée peuvent diviser par deux leur facture électrique de chauffage en installant une pompe à chaleur qui, à la différence de l'éolien ou du photovoltaïque intermittents, va prélever de jour comme de nuit l'énergie renouvelable gratuite de l'air ou du sol pour deux tiers de ses besoins.

Concernant le transport routier, principal responsable de nos émissions de CO2, les études internationales montrent que la France est un des rares pays où la voiture électrique permet, dès aujourd'hui, de diviser d'un facteur dix les émissions de CO2 comparées à une voiture à essence, alors que dans le reste du monde on ne gagnera pas même un facteur deux.

Concernant le nucléaire, pourquoi faire les poches des français tout de suite en arrêtant Fessenheim, centrale la moins jeune mais dont l'électricité est la moins chère et la plus sûre de France ; dont le [président de l'Autorité de Sureté](#) lui-même vient de dire que c'est « la centrale d'EDF qui présente les meilleurs résultats en termes de sûreté », et qu'« il y a longtemps qu'une centrale d'EDF n'avait pas présenté un tel niveau de performances d'exploitation ». Rien ne presse. Même l'ADEME, qui semble pourtant cruellement manquer de compétences dans une énergie nationale responsable des trois quarts de notre électricité, reconnaît dans son [rapport de décembre 2018](#) que photovoltaïque et éolien auront du mal à atteindre une telle compétitivité : « une prolongation trop forte du nucléaire historique maintiendrait les prix de marché bas et déséquilibrerait la rentabilité de tous les moyens de production » ; ou encore lorsque son président écrit qu'il serait bon que notre transition écologique s'appuie sur « une prolongation mesurée du parc nucléaire pour modérer le coût de cette transition » ; en d'autres termes, pour restaurer notre pouvoir d'achat.

Les exemples qui précèdent ne constituent pas une liste exhaustive, mais représentent des mesures de bon sens qui reposent sur des solutions éprouvées, efficaces pour le climat, et répondant à un modèle économique sobre et vertueux. L'effort national pour les financer, une fois la majeure partie des 121 milliards d'aide au photovoltaïque et à l'éolien restitués au pouvoir d'achat des français les plus modestes, cet effort serait raisonnable et largement supportable par notre économie. C'est en tout cas le message de la Cours des Comptes, comme celui de plusieurs ONG (comme le démontre le scénario *Négatep* chiffré par *Sauvons Le Climat* qui vise pourtant bien une réduction d'un facteur quatre de nos émissions à l'horizon 2050, compatible avec l'Accord de Paris sur le Climat)

Pour notre pays endetté, pourquoi faire cher et compliqué quand on peut faire simple tout en créant de la valeur ?

Nos voisins espagnols ont su rectifier à temps leur mauvaise trajectoire. A nous il aura fallu attendre le ras le bol des « gilets jaunes » pour qu'enfin deviennent audibles les alertes de la Cours des Comptes, de l'Académie des Sciences, tout comme celles des citoyens lanceurs d'alerte de la *Fédération Environnement Durable*, de *Sauvons le Climat*, de *l'Association des Ecologistes pour le Nucléaire* ou de l'ARSCA, qui tous défendent les énergies durables et le pouvoir d'achat. Il est temps de stopper les aides au photovoltaïque et à l'éolien.